

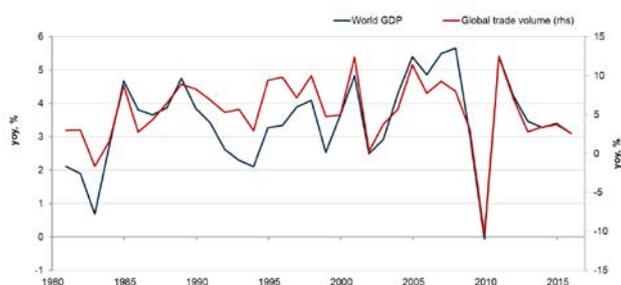
APROPOS...

info@ethenea.com | ethenea.com

Deal or No Deal ?

La crise financière mondiale a laissé des traces sur la croissance et les accords commerciaux s'avèrent aujourd'hui d'une importance capitale. Cependant, le protectionnisme refait surface de part et d'autre de l'Atlantique.

Selon la théorie économique, il n'y a aucun doute quant aux bienfaits des échanges commerciaux. Croissance et commerce ont évolué main dans la main au cours des dernières décennies (Graphique 1). Ainsi, cela peut à première vue paraître surprenant que les deux candidats à l'élection présidentielle américaine aient en commun un point de vue bien tranché à l'égard des accords commerciaux. Alors qu'elle plaide jadis en faveur du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), Hillary Clinton lui tourne aujourd'hui le dos, et elle n'est pas la seule. Sigmar Gabriel, le ministre allemand de l'Économie, au départ fervent défenseur de l'accord, a lui aussi adouci le ton dans les négociations en cours face à la montée de la contestation populaire.



Source: Bloomberg, ETHENEA
Current state: 12.8.2016

Graphique 1: Croissance et commerce évoluent main dans la main

Ce n'est toutefois pas un hasard si les critiques se font plus nombreuses de la part du grand public et si le soutien de la classe politique est moins présent. Mais comme c'est souvent le cas avec les lobbys et les politiciens en quête de voix, les débats n'abordent pas les questions essentielles et peinent à aboutir à des propositions pouvant apporter des solutions. Nous nous efforcerons ici de donner un point de vue plus équilibré sur les points positifs et négatifs des accords commerciaux et plaiderons pour la libéralisation de l'économie et des échanges, accompagnée de mesures sociales ciblées.

Les vertus du commerce

Dans la théorie économique, les vertus du commerce sont associées à l'idée fondamentale d'*avantage comparatif*. Si l'on se réfère à ce concept, certains pays et individus seraient plus efficaces pour la production d'un type de biens ou de services que pour d'autres. Cet avantage tiendrait à la disponibilité des ressources naturelles, aux conditions climatiques, à la technologie ou à d'autres facteurs moins évidents. Les échanges commerciaux permettent à un pays de se spécialiser dans la production de biens et de services pour lesquels il dispose d'un avantage comparatif, de sorte qu'il peut produire ce pour quoi il excelle et déployer ses ressources avec la meilleure rentabilité possible.

Dans un monde de libre-échange, le travail est organisé de manière fragmentée. Au lieu de produire de tout, partout, les pays font du commerce et se spécialisent dans le domaine dans lequel ils sont les plus efficaces, tout en étant en mesure de couvrir l'ensemble de leurs besoins par le biais des échanges. Ce concept d'un commerce fondé sur l'*avantage comparatif* a été décrit pour la première fois en 1817 par David Ricardo et se focalise sur les bienfaits des échanges commerciaux pour les producteurs. Parallèlement, il profite également aux consommateurs, car la concurrence entre les producteurs mondiaux se traduit par un choix plus large et une meilleure qualité pour un prix donné.

Sur la base de ces arguments, il ne fait plus débat en matière économique depuis Adam Smith, que le libre-échange conduit à une amélioration du bien-être et qu'il est dans l'intérêt de toute économie. L'on peut aussi examiner le sujet sous un jour différent, à l'image de l'économiste américain Henry George, grand partisan du libre-échange, qui comparait les barrières commerciales à des embargos économiques dans le contexte d'une guerre. Les embargos ont pour but d'affaiblir l'ennemi. Quel intérêt un pays aurait-il donc à s'infliger une telle sanction en créant des barrières commerciales par le biais de droits de douane ou de quotas ?

L'histoire nous enseigne toutefois qu'il en va autrement. En réalité, rares ont été les moments dans l'histoire où un pays s'est montré véritablement ouvert aux échanges mondiaux, alors que les droits de douane ont toujours été la norme.



APROPOS...

info@ethenea.com | ethenea.com

Les gouvernements ont souvent eu recours à des taxes sur les échanges pour financer les dépenses publiques. Il n'y a finalement guère de différence avec une taxe sur la consommation, dès lors que les producteurs transposent le coût des taxes à l'importation en les répercutant sur le client final.

Le TTIP - partenariat transatlantique de commerce et d'investissement

Les négociations sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) ont débuté en 2013. Si elles aboutissent, la zone d'échanges couvrira 40 % de l'économie de la planète et représentera dès lors le plus grand espace économique au monde. Les négociateurs ont tout intérêt à conclure l'accord avant la fin du mandat de Barack Obama, mais les problèmes les plus épineux ont été mis de côté jusqu'à la fin des négociations. Le soutien du pouvoir politique a récemment diminué de part et d'autre de l'Atlantique, alors que le Brexit pourrait changer la donne dans la mesure où 25 % des exportations américaines vers l'Europe sont à destination du Royaume-Uni.

Après l'introduction et la généralisation des impôts sur les revenus directs ou les bénéfices en tant que principale source du financement des gouvernements, les tarifs douaniers ont nettement diminué dans les pays développés, pour atteindre une moyenne de 1,7 % en 2012 pour les pays de l'OCDE, contre 5 % en 1990 d'après les statistiques de la Banque mondiale. Ils n'ont cependant pas complètement disparu et demeurent élevés pour certains produits, comme les produits agricoles, en particulier dans les pays en voie de développement. Les tarifs douaniers, autrement dit une politique unilatérale qui limite le flux entrant de produits étrangers, sont mis en place par exemple pour protéger une industrie naissante de la concurrence internationale, pour maintenir un niveau minimum de production locale dans certains secteurs *stratégiques* ou pour contrer la concurrence déloyale de produits étrangers subventionnés par l'État. Quelle que soit leur raison d'être, ils se traduisent par des prix plus élevés et par une baisse de la consommation et protègent les producteurs domestiques non compétitifs, tout en pénalisant les consommateurs (un argument à ne pas oublier lorsque les politiciens évoquent la possibilité d'augmenter les tarifs douaniers à l'importation).

Les accords commerciaux, qui se sont multipliés alors que les tarifs douaniers diminuaient, doivent stimuler les bienfaits du commerce tout en limitant le risque de pratiques commerciales déloyales de la part des grandes économies qui exploitent leur puissance sur le marché international. Il s'agit là précisément de la finalité des deux grands principes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : réciprocité et non-discrimination. Ces derniers assurent un terrain de jeu qui soit le même pour toutes les économies, quelle que soit leur taille. Les accords commerciaux permettent en outre de limiter le dumping et les subventions et de réduire la pression qu'exercent les lobbys ou les groupes d'intérêt sur les gouvernements.

Effets secondaires

Tout cela est très bien, mais l'argument de l'avantage inconditionnel du commerce laissera certainement le lecteur dubitatif, car l'avantage théorique s'applique souvent à une échelle globale et sur le moyen à long terme, ne tenant pas compte de la répartition des bénéfices ou d'effets transitoires. Il s'agit là d'un réel défaut de la théorie économique : les principes d'efficacité sont appliqués au tableau d'ensemble et ne donnent aucune indication sur la répartition ou l'équité. La théorie du commerce prévoit évidemment que si une économie s'ouvre au commerce et à la concurrence de produits susceptibles d'être fabriqués à moindres frais dans d'autres régions du monde, elle force certains producteurs à cesser leur activité.

Théoriquement, les facteurs de production (ressources humaines et en capital) devraient alors être redirigés vers les industries ou prestataires de services compétitifs. Mais comme souvent, la théorie ne reflète pas la réalité. Les preuves démontrant que ce processus d'ajustement est plus compliqué en réalité qu'en théorie s'accumulent, comme en témoigne une récente publication de Autor et. al¹. Dans le monde réel, la formation d'employés en reconversion et le changement de secteur d'activité ou de lieu d'implantation prennent du temps. Par ailleurs, la perte d'un emploi peut perturber la vie d'une personne d'une manière dont les modèles économiques ne parviennent pas à rendre compte. En outre, la théorie économique du commerce prévoit des impacts négatifs permanents pour les employés. Lorsque des économies s'ouvrent au commerce, la rémunération des facteurs de production qui étaient plus rares dans une économie domestique que dans le monde – dans les économies développées, il s'agit généralement des employés faiblement qualifiés – baisse, car les producteurs

¹ Source : <http://www.ddorn.net/papers/AADHP-GreatSag.pdf>



APROPOS...

info@ethenea.com | ethenea.com

bénéficient d'une offre plus large. En revanche, les facteurs de production plus rares dans le reste du monde que sur leur marché domestique – habituellement la technologie et les employés très qualifiés – sont mieux payés. Cet ajustement, décrit par le théorème de Stolper-Samuelson², implique que le commerce contribue directement à la hausse des inégalités salariales. Aux États-Unis, celles-ci n'ont jamais été aussi élevées depuis la Seconde Guerre mondiale. Tous ces éléments montrent le commerce sous un jour défavorable et expliquent la résistance croissante vis-à-vis des accords commerciaux. Si l'on ne peut nier l'existence de ces effets néfastes et les coûts ainsi encourus, les débats politiques actuels n'améliorent pas la situation.

Tout d'abord, même sans le commerce, la demande en main-d'œuvre manuelle peu qualifiée aurait souffert de l'essor des nouvelles technologies. La prime pour les employés qualifiés aurait également augmenté, au détriment des autres salariés. Dans les deux cas, tant que l'avantage global offert par l'engagement dans le commerce ou le progrès technologique est supérieur au coût associé, qu'il est raisonnable de supporter, la vraie question concerne la répartition. Lorsque les bénéfices et les coûts concernent différentes couches de la société ou ne sont pas simultanés, la responsabilité d'aider les personnes lésées incombe au gouvernement. Malheureusement, ces mécanismes de transfert sont défectueux dans de nombreux pays, certaines politiques gouvernementales ont même amplifié les pertes imputables au commerce.

L'inadéquation des mesures de relais pousse des individus vers d'autres plans de sécurité sociale, tels que l'assurance invalidité, et ils ne sont donc plus inclus dans la main-d'œuvre disponible. Ces éléments ont alimenté la perception selon laquelle le commerce pénalise la population, appelant dès lors un renforcement du protectionnisme, une idée rapidement reprise par les politiciens populistes. La hausse du niveau de vie résultant de la mise en place d'une taxe à l'importation de 45 % sur les produits chinois, comme suggéré par Donald Trump, est toutefois sujette à controverse. Ce sont surtout les plus pauvres qui tirent un bénéfice disproportionné des importations bon marché, car ils dépensent une plus grande partie de leurs revenus dans la consommation. Et, bien que les postes perdus puissent en partie être recréés, nombre d'entre eux sont devenus superflus en raison du progrès technologique. Le *choc chinois*³ a déjà eu lieu et il est peu

probable que les États-Unis fassent leur retour en tant qu'exportateur de biens dont la production nécessite une main-d'œuvre importante. Il serait également naïf de penser que les lobbys représentant certaines industries demandent l'introduction de droits de douane ou de quotas dans le but d'améliorer la société plutôt que dans leur propre intérêt. Le relèvement des taxes à l'importation n'annulera pas le développement économique des vingt dernières années. Au contraire, les importations deviendraient plus onéreuses, pénalisant les consommateurs de la classe moyenne ainsi que la croissance économique.

Le débat actuel

Il est probable que la concentration des coûts liés aux échanges supportés par certains groupes ou certaines régions spécifiques a été sous-estimée dans les études économiques menées par le passé. On ne peut et on ne doit pas nier ces coûts. Les avantages issus des échanges commerciaux, à savoir le gain de productivité, un plus grand choix et des coûts plus bas, dépassent néanmoins les coûts. Ils sont cela dit plus difficiles à cerner dans la mesure où il faut du temps pour qu'ils se réalisent et où ils sont géographiquement dispersés. Il ne faut cependant pas oublier que les accords commerciaux en cours de négociation ne figurent pas dans la même catégorie que l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) conclu dans les années 1990 et incluant le Mexique ou que l'entrée de la Chine dans l'OMC (Organisation mondiale du commerce) en 2000. Les droits de douane ne représentent qu'une mince partie des négociations en cours. Celles-ci se concentrent plutôt sur la propriété intellectuelle et la libéralisation des échanges de services. Elles définissent par ailleurs certaines normes en matière de travail et d'environnement auxquelles les pays émergents devront également adhérer.

C'est le cas du partenariat transpacifique (PTP) ainsi que du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). L'accent mis sur la réglementation pourrait en effrayer certains et leur faire craindre que de tels accords entraînent une *harmonisation par le bas* des normes environnementales et de travail et limitent à l'avenir la capacité des gouvernements à ajuster les réglementations ou à en créer de nouvelles. Cette question est particulièrement sensible eu égard aux dispositions relatives au règlement des différends entre investisseurs et

² Le théorème de Stolper-Samuelson « décrit la relation entre les prix relatifs de la production et les bénéfices relatifs pour les facteurs associés – en particulier les salaires réels et les rendements réels du capital. » Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9or%C3%A8me_de_Stolper-Samuelson

³ Source : <http://dspace.mit.edu/openaccess-disseminate/1721.1/101757>



APROPOS...

info@ethenea.com | ethenea.com

États⁴ permettant aux sociétés de poursuivre les gouvernements si de nouvelles réglementations nuisent à leurs affaires.

Nous ne voulons certainement pas nier que certains éléments de ces accords revêtent une grande importance et requièrent un débat approfondi.

PTP - partenariat transpacifique

RCEP - partenariat économique régional global

Le partenariat transpacifique (PTP) a été signé en février 2016 et doit être ratifié pour entrer en vigueur dans les États membres, parmi lesquels de grands pays du Pacifique tels que l'Australie, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et les États-Unis... mais pas la Chine.

Cette dernière est en train de négocier le partenariat économique régional global (RCEP) qui élargirait l'accord actuel entre la Chine et l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) à l'Australie, l'Inde, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud. Ce partenariat engloberait la moitié de la population et un tiers de l'économie de la planète ainsi que 30 % des échanges mondiaux.

Le TTIP offre dès lors l'occasion de fixer des normes internationales avant que les économies émergentes ne s'en chargent. Malheureusement, cet argument est souvent étouffé par des débats sur certains détails tels que le poulet chloré. Une réduction des barrières non tarifaires entre les États-Unis et l'Europe via un accord sur les réglementations et les normes, telles que la couleur des clignotants des voitures, offre un grand potentiel pour les producteurs et les consommateurs de part et d'autre de l'Atlantique.

Bien entendu, si certains producteurs peuvent y gagner, d'autres pourraient y perdre. Il est assurément indispensable de mieux reconnaître les effets néfastes des échanges commerciaux et d'accroître la transparence au sujet des négociations en cours. Il doit également y avoir un débat poussé et réel sur la façon dont les gouvernements peuvent répercuter certains gains issus des échanges commerciaux sur ceux qui en subissent les effets nuisibles. Jusqu'à présent, le débat a surtout mis l'accent sur des détails aux implications limitées afin de satisfaire les groupes d'intérêt et obtenir le soutien des électeurs. Toutefois, la conclusion d'un accord dans le respect des délais et la création d'un marché plus vaste pour les consommateurs et les producteurs, respectant des normes unifiées, constituent un gain substantiel.

Toutefois, le débat public actuel sur les accords commerciaux semble être beaucoup plus influencé par la politique étrangère que par les principes économiques et passe donc à côté des points essentiels. Nous sommes d'avis que le TTIP profitera aux nations qui y prendront part. La zone d'échange du TTIP couvrirait 40 % de l'économie mondiale et imposerait des réglementations se fondant sur les valeurs occidentales.

Yves Longchamp, CFA

Head of Research
ETHENEA Independent Investors (Schweiz) AG

⁴ en anglais : Investor-state dispute settlement (ISDS)

